



Rn PAT

Réseau national

Pour un **Projet Alimentaire Territorial**

Co-construit et partagé

Juin 2018



RESUME DE STAGE

Projet Alimentaire Territorial : quel accompagnement au niveau régional et national ?

Audrey BOYER

Objectifs de l'étude



Cette étude sur les **dynamiques locales, régionales et nationales en faveur des Projets Alimentaires Territoriaux (PAT)** a été réalisée pour le Réseau national pour un Projet Alimentaire Territorial co-construit et partagé (RnPAT) entre janvier et juin 2018, dans le cadre d'un stage de fin d'études à l'IEP de Grenoble. Elle s'inscrit dans le quatrième axe du RnPAT : « Capitaliser les résultats pour mieux transférer et faire perdurer la démarche ».

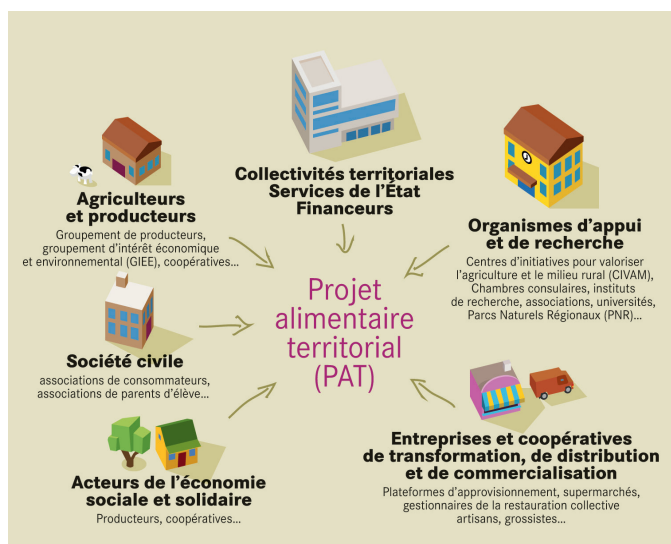
Etudier les dynamiques en faveur des PAT, à l'échelon régional et national

Cette étude avait pour finalité d'identifier les principaux besoins des porteurs de PAT, d'étudier les dynamiques en faveur des projets alimentaires territoriaux à l'échelle des territoires régionaux, ainsi que d'appréhender les rapports qu'entretiennent les différentes institutions impliquées dans ces projets avec le RnPAT.

Pour ce faire, les objectifs étaient de :

- **Mieux cerner les besoins des acteurs des PAT** que ce soit les porteurs de projet ou les structures accompagnatrices ;
- **Mettre en lumière les différentes institutions impliquées dans la thématique «PAT»** dans les différentes régions, ainsi que les relations qu'elles entretiennent entre elles ;
- **Proposer des scénarios concernant l'articulation entre le RnPAT et l'échelon régional** afin d'accompagner au mieux les projets alimentaires territoriaux.

- **Orienter le programme du RnPAT**, notamment la réponse au 2e appel à projet pour une Mobilisation Collective pour le Développement Rural (MCDR), lancé par le Réseau Rural Français, pour la période 2018-2021 ;
- **Formuler des préconisations générales** concernant l'avenir du RnPAT.



© Ministère de l'Agriculture

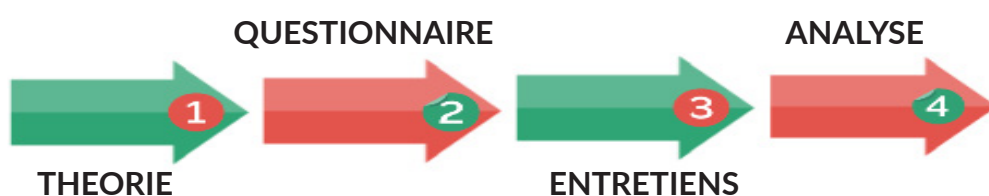
Démarche et méthode

La réalisation de cette étude s'est déroulée en 4 temps :

- **Une première phase de travail théorique** (de janvier à février) pour explorer la thématique de l'alimentation durable et élaborer un questionnaire en ligne destiné aux représentants de l'Etat en Région (DRAAF, DREAL, ARS), des conseils régionaux, des réseaux ruraux régionaux et de leurs principaux partenaires, ainsi que des chambres d'agriculture régionales ;
- **Une deuxième phase de travail d'analyse** (de février à

avril) pour traiter les réponses obtenues au questionnaire. Suite à cela, un terrain d'étude, composé de 6 régions, a été choisi et une grille d'entretien a été élaborée.

- **Une troisième phase de travail de terrain** (d'avril à mai) où 40 entretiens ont été conduits et retranscrits.
- **Une quatrième phase de travail d'analyse et de rédaction** (de mai à fin juin) qui a débouché sur la rédaction d'un rapport ainsi que de la présente synthèse.



Le RnPAT : une image positive et des marges de progrès

Le RnPAT est **connu par 66% des personnes interrogées** et **47% d'entre elles déclarent l'utiliser**, de façon plus ou moins régulière. Il bénéficie d'une image positive, y compris de la part d'acteurs qui ne l'utilisent pas. Les principales activités recensées sont l'utilisation des ressources présentes sur le site internet, la participation aux rencontres organisées par le réseau ou la demande d'intervention du RnPAT en région.

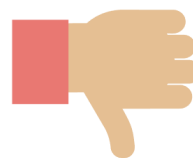


Les **3 principaux apports du RnPAT** sont :

- **La mise en réseau**
- **L'échange de pratiques et d'exemples autour des PAT**
- **Les apports en terme de méthodologie**



© SB / Terres en villes



Concernant les **limites du RnPAT**, c'est le **manque d'outils concrets** proposés par le réseau qui ressort de façon majoritaire*.

De façon plus marginale, d'autres manques sont identifiés comme le fait que le réseau n'est pas assez présent en territoire.

* 6 occurrences

Bien que l'échange de pratiques et d'exemples autour des PAT et la mise en réseau soient fortement liés, on peut toutefois noter des subtilités entre les deux. En effet, la mise en réseau crée un cadre qui permet aux différents acteurs impliqués dans cette thématique et venant de diverses institutions de se rencontrer et d'échanger. Ainsi, l'échange de pratiques et d'exemples autour des PAT ne serait qu'une des « conséquences » liées à la mise en réseau.

Les **trois principales attentes** pour le futur sont que le RnPAT :

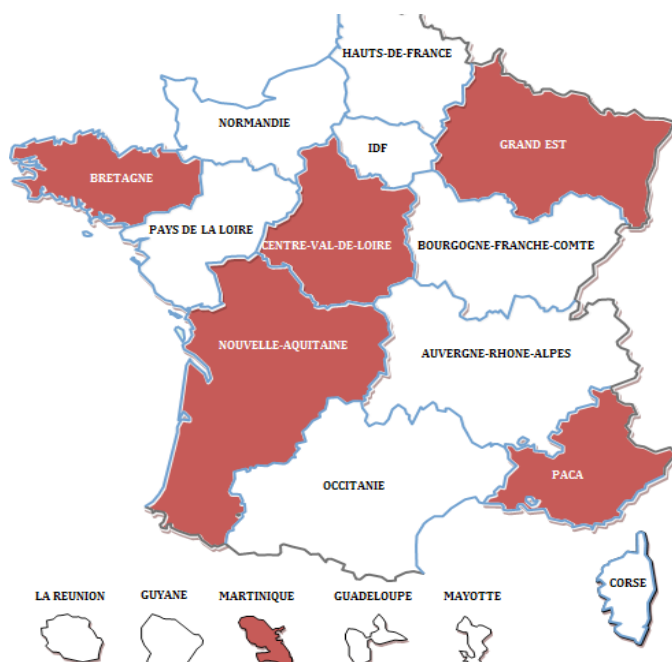
- continue d'**accroître la connaissance autour des PAT**, à travers des retours d'expériences, des exemples concrets et de la mise en contact avec d'autres porteurs de projets ou structures accompagnatrices de PAT
- **développe des outils méthodologiques** pour aider les porteurs de PAT
- **augmente sa présence en territoire**

LES ATTENTES
POUR L'AVENIR
DU RnPAT

Les dynamiques « PAT » dans les 6 régions enquêtées

Suite à l'analyse des réponses obtenues dans le cadre du questionnaire, l'étude s'est poursuivie par une **phase d'entretiens**. Six régions ont été choisies (Bretagne, Centre-Val-de-Loire, Grand Est, Martinique, Nouvelle-Aquitaine, Provence-Alpes-Côte-D'azur) afin d'avoir d'avoir une vision globale des différentes dynamiques.

Les entretiens ont eu lieu avec des représentants de l'Etat en Région (DRAAF, DREAL, ARS), des acteurs des collectivités locales et territoriales, des personnes travaillant dans des chambres d'agriculture, des responsables de structures associatives, des acteurs du monde de la recherche ainsi que des porteurs de PAT. De mi-avril à mi-mai, 40 entretiens semi-directifs ont été menés et retranscrits. Le contenu des entretiens a ensuite été analysé et a dévoilé les différentes dynamiques à l'oeuvre autour des projets alimentaires territoriaux, dans les 6 régions choisies.



© Audrey Boyer, Terres en villes

Tour d'horizon des dynamiques

Les réseaux régionaux des PAT peuvent être des réseaux thématiques ou bien des réseaux ruraux s'étant emparés de la thématique.

BRETAGNE :

La dynamique autour des PAT semble bien lancée : le *PAT du Pays de Lorient* a été reconnu par le Ministère. **Des initiatives se développent** aux quatre coins du territoire régional. Les porteurs de PAT sont accompagnés par les services de l'Etat (la DRAAF), ainsi que des associations. Ils ne sont pas accompagnés par le conseil régional qui, s'il développe une stratégie dans le champ de l'alimentation (Breizh'Alim) avec

la chambre d'agriculture, n'est pas principalement investi sur les projets alimentaires territoriaux.

- Le réseau rural régional ne travaille pas sur la thématique PAT
- Pas de volonté de créer un réseau régional des PAT
- L'ADEME Pays-de-la-Loire porte une initiative de mise en réseau des PAT à l'échelle inter-régionale

CENTRE-VAL-DE-LOIRE :

Des initiatives autour de l'alimentation durable se développent mais, pour le moment, **on ne recense pas encore de PAT reconnu** par le Ministère. Cependant, le conseil régional, à travers la vice-présidente de l'alimentation, s'est emparé du sujet en mettant en place une stratégie alimentaire. Un des objectifs de celle-ci est de mettre en lien les porteurs de PAT.

- Le réseau rural régional ne travaille pas sur la thématique PAT
- Volonté de créer un réseau régional des PAT
- Initiative portée par le conseil régional
- Partenaires : InPACT, chambres consulaires, universités, têtes de réseau associatives

GRAND EST :

La région Grand Est compte une **dizaine d'initiatives autour de l'alimentation durable et 4 PAT reconnus par le Ministère** (*Eurométropole de Strasbourg, Sud Meurthe-et-Moselle, Pays d'Epinal et Mulhouse agglomération*). La dynamique semble bien lancée. Pourtant, même si le conseil régional développe des actions autour de l'alimentation durable, il ne semble pas vouloir investir la question des PAT, notamment au niveau financier. Les porteurs de projet sont donc accompagnés et soutenus par la DRAAF ainsi que la chambre d'agriculture régionale.

Plusieurs associations se positionnent également. Un partenariat entre plusieurs structures a été créé pour donner la possibilité aux porteurs de PAT de se mettre en réseau sur le territoire régional.

- Pas de réseau rural régional en place actuellement
- Volonté de créer un réseau régional des PAT
- Initiative portée par la DRAAF, avec l'appui de l'IUFN, sur le projet *La main à la PAT*», lauréat de l'appel à projet du PNA 2017-2018
- Partenaires : Citoyens & Territoires, CGET, INRA

MARTINIQUE :

Il n'y a **pas encore de dynamique** autour de l'alimentation durable. Néanmoins, certaines initiatives commencent à naître, notamment sur la commune du Prêcheur, où l'association des Cols Verts effectue un diagnostic. Cependant, la position insulaire de la région ainsi que l'individualisme de certains acteurs*, peuvent être des freins au déploiement d'une dynamique autour des PAT.

* Propos de la DAAF, recueillis lors d'un entretien

- Le réseau rural régional ne travaille pas sur la thématique PAT
- Pas de volonté de créer un réseau régional des PAT

NOUVELLE-AQUITAINE :

A l'échelle du territoire de la Nouvelle-Aquitaine, la dynamique autour des projets alimentaires territoriaux semble bien enclenchée. Il y aurait une **cinquantaine d'initiatives autour des PAT**, d'après la DRAAF. On recense un PAT reconnu par le Ministère : *Pays du Grand Bergeracois*. Si certains acteurs peuvent déplorer le manque d'implication de la chambre d'agriculture et du conseil régional, les services déconcentrés de l'Etat (DRAAF, DREAL, ARS) sont eux bien impliqués sur la thématique de l'alimentation durable et plus

spécifiquement des projets alimentaires territoriaux. C'est un partenariat inédit puisqu'il ne se retrouve pas dans d'autres régions. De plus, le fait que la DREAL et l'ARS soient impliquées sur ces sujets-là est également une spécificité de la région Nouvelle-Aquitaine.

- Pas de réseau rural régional en place actuellement
- Volonté de créer un réseau régional des PAT
- Initiative portée par la DRAAF, la DREAL et l'ARS
- Partenariat avec le conseil régional en cours de discussion

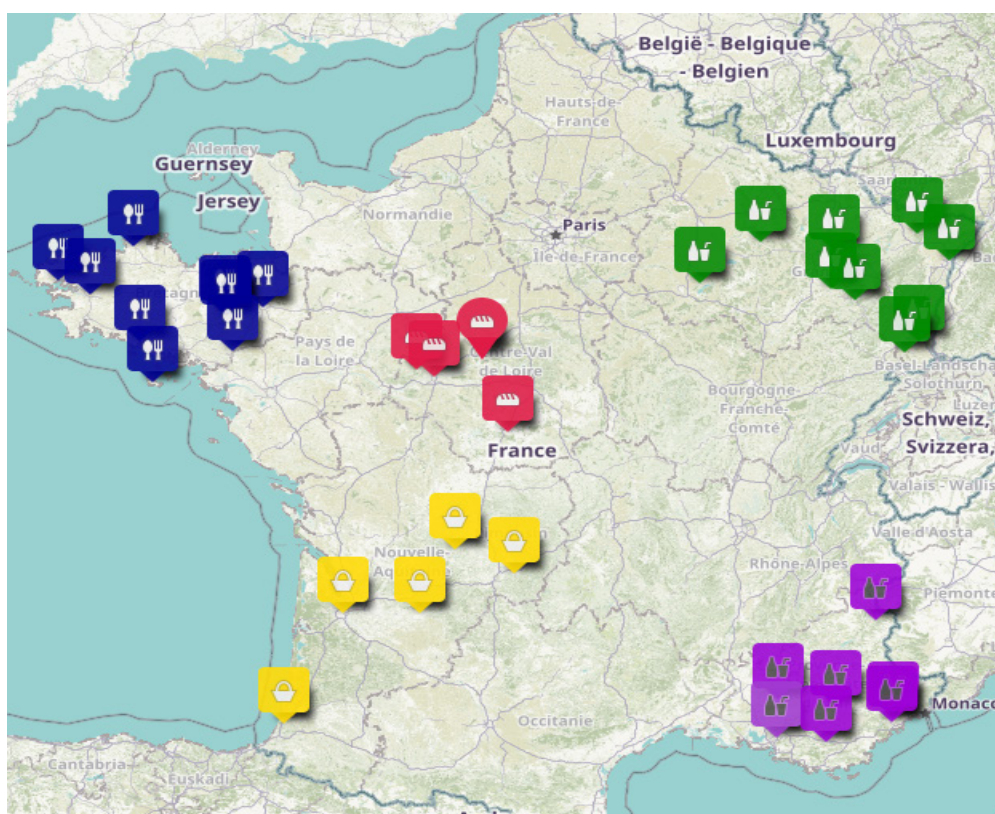
PROVENCE-ALPES-COTE-D'AZUR :

La dynamique autour des projets alimentaires territoriaux dans la région est **bien ancrée**. Deux PAT ont été reconnus par le Ministère : *Mouans-Sartoux et le PNR du Lubéron*. Les porteurs de PAT sont soutenus par différentes institutions : la DRAAF, le conseil régional, la chambre régionale d'agriculture et le réseau rural régional. Elles ont établi un partenariat afin de mettre en réseau les porteurs de PAT de la région. Depuis juin 2011, le réseau rural régional travaille sur la thématique de l'agriculture et de l'alimentation durable. Il a récemment lancé un appel

à projet pour soutenir l'ingénierie territoriale des PAT. Le fait que le réseau rural se positionne clairement sur cette thématique est spécifique à cette région, tout comme le partenariat entre les différentes institutions évoquées (notamment DRAAF / conseil régional).

- Le réseau rural régional est investi sur les PAT
- Volonté de créer un réseau régional des PAT
- Initiative portée par le conseil régional, le réseau rural régional, la chambre régionale d'agriculture et la DRAAF

Les «PAT» mentionnés par les personnes interrogées



L'articulation entre le RnPAT et l'échelon régional :

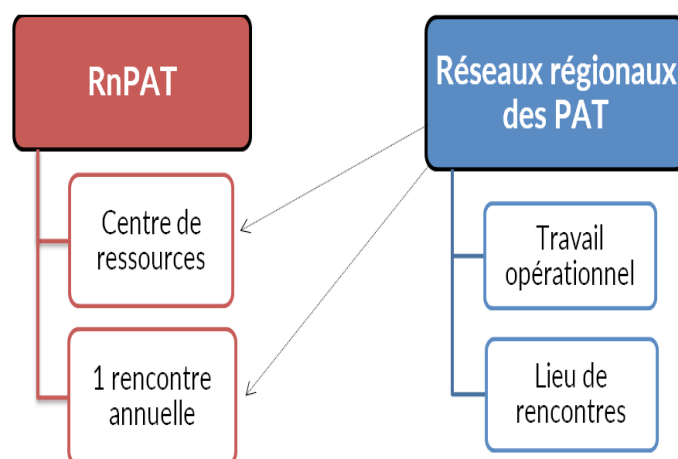
3 scénarios

L'élément important qui doit être retenu de cette étude est qu'**une complémentarité est recherchée entre l'échelon régional et l'échelon national**, et ce y compris de la part des institutions qui portent l'initiative de mettre en place un réseau régional autour des projets alimentaires territoriaux.

SCÉNARIO 1 : LE RNPAT : UN CENTRE DE RESSOURCES

Dans ce premier scénario, le RnPAT serait cantonné à un rôle de **centre de ressources** regroupant divers documents sur les PAT en tant que tels et, plus largement, sur la thématique de l'alimentation durable, ainsi qu'une palette d'outils pour aider les porteurs de PAT à développer leurs projets. Une **rencontre annuelle** serait organisée pour présenter les différentes actualités de l'année aux membres du réseau mais il n'y aurait pas de rencontres plus régulières, notamment entre structures accompagnatrices et porteurs de PAT. Ainsi, seuls les réseaux régionaux seraient en charge d'organiser des rencontres permettant aux porteurs de PAT d'échanger sur le sujet. Les réseaux régionaux permettraient également aux porteurs de projet de

travailler de façon opérationnelle, notamment sur des problématiques spécifiques au territoire régional.



© Audrey Boyer, Terres en villes

SCÉNARIO 2 : LE RNPAT : UN CENTRE DE RENCONTRES

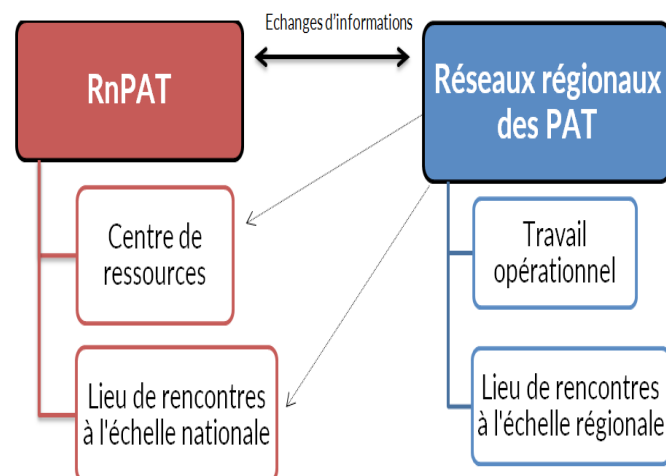
Dans ce deuxième scénario, le RnPAT fournirait des documents ainsi que des outils méthodologiques sur les PAT, mais il **organiserait des rencontres entre structures accompagnatrices et porteurs de PAT**, provenant de tout le territoire national. Cela permettrait aux personnes qui le souhaitent d'avoir une vision plus large, une certaine ouverture, sur toutes les initiatives qui se mettent en place sur le territoire national. De fait, cela viendrait enrichir leurs perspectives.

Il y aurait 2 types de mise en réseau des PAT :

- une **mise en réseau régionale**, organisée par chaque réseau régional des PAT, pour que les porteurs de projet puissent échanger avec leurs voisins de manière régulière et travailler de façon opérationnelle sur des problématiques spécifiques à leur territoire.
- une **mise en réseau nationale**, organisée par le RnPAT, pour que les porteurs de PAT et les structures accompagnatrices puissent s'ouvrir sur d'autres initiatives que celles dont elles sont témoins sur leur

territoire régional.

Cependant, il n'y aurait pas forcément de liens entre l'échelon national et l'échelon régional, s'il n'est pas un échange d'informations entre les deux niveaux : le RnPAT vers le réseau régional, et le réseau régional vers le RnPAT.



© Audrey Boyer, Terres en villes

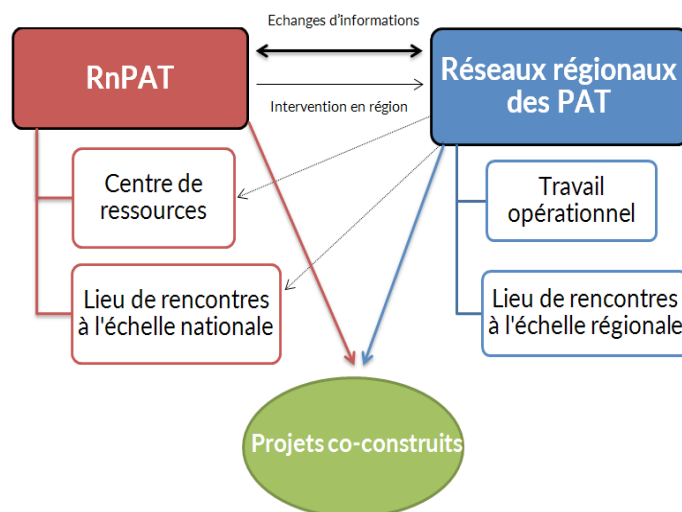
SCÉNARIO 3 : LE RNPAT : UN CENTRE DE RESSOURCES ET D'EXPERIMENTATION

Dans ce dernier scénario, le RnPAT garderait une fonction de centre de ressources mais serait également un lieu de rencontres entre structures accompagnatrices et porteurs de PAT, au niveau national. De plus, il pourrait intervenir, de manière ponctuelle et à la demande des réseaux régionaux des PAT, en région. Mais, on pourrait également imaginer une forme de **coopération renforcée** entre les deux échelons, notamment par le biais de la co-construction de projets autour des PAT.

Il y aurait également de l'échange d'informations entre ces deux niveaux : le RnPAT faisant descendre de l'information en région et l'échelon régional faisant remonter de l'information au niveau national. L'échelon national et l'échelon régional travailleraient de concert sur la thématique des PAT. La co-construction de projets pourrait bénéficier aux porteurs de PAT actuels

mais pourrait aussi permettre d'inciter de nouveaux territoires à se lancer dans la démarche.

Le RnPAT souhaite mettre en oeuvre ce scénario.



© Audrey Boyer, Terres en villes

PRECONISATIONS CONCERNANT L'ARTICULATION ENTRE LE RNPAT ET L'ÉCHELON REGIONAL

1. Travailler de manière complémentaire avec les réseaux régionaux



L'élément important qui doit être retenu de cette étude est qu'une **complémentarité est recherchée entre l'échelon régional et l'échelon national**, et ce y compris de la part des institutions qui portent l'initiative de mettre en place un réseau régional autour des projets alimentaires territoriaux. D'après les personnes interrogées, il n'y aurait pas de concurrence entre ces deux échelons, bien au contraire. De fait, le RnPAT doit se saisir de cet élément et travailler de manière

complémentaire avec les réseaux régionaux des PAT. A ce titre, il serait pertinent d'organiser une réunion permettant de mettre autour de la table le RnPAT et les réseaux régionaux en train de se monter afin qu'un véritable travail complémentaire puisse voir le jour. Il faut noter qu'un travail en complémentarité ne peut se faire sans une communication régulière entre l'échelon national et l'échelon régional, afin d'éviter les éventuels doublons.

2. Mettre en place une coopération renforcée avec les réseaux régionaux qui le souhaitent



Au-delà d'un travail en complémentarité, le RnPAT pourrait aller plus loin en mettant en place une véritable coopération renforcée avec les réseaux régionaux qui le souhaitent. Ainsi, le RnPAT pourrait intervenir ponctuellement en région, s'il est sollicité par le réseau régional des PAT. Puis, cela pourrait également se traduire par une forme de **co-construction, entre le RnPAT et un ou des réseaux régionaux, autour de projets en lien avec**

les PAT. Cela permettrait de développer de nouvelles actions dans le but de proposer une aide renforcée aux porteurs de PAT mais également d'inciter d'autres acteurs à se lancer dans cette dynamique. Ainsi, la mise en place d'une coopération renforcée entre l'échelon régional et l'échelon national donnerait un nouvel élan à la dynamique actuelle, déjà bien lancée, autour des projets alimentaires territoriaux et contribuerait, plus globalement, à promouvoir une alimentation plus durable sur le territoire national.

Propositions pour améliorer le fonctionnement du RnPAT

1. Améliorer la communication auprès des membres du réseau



Les personnes interrogées ont été nombreuses à identifier un manque de communication du RnPAT. De fait, il semble particulièrement important d'améliorer la communication auprès des membres du réseau. Pour se faire, l'idée est d'apporter l'information directement aux membres du

réseau, sans que ces derniers aient besoin d'aller la chercher sur le site internet. Il serait donc pertinent d'envisager de mettre en place une liste de diffusion auprès de tous les membres du réseau et d'envoyer des e-mails très régulièrement pour leur faire parvenir les dernières nouveautés en termes d'actualité : dates des prochaines réunions, publication d'un nouveau rapport sur le site internet, etc.

2. Renforcer le contenu du site internet



Plusieurs personnes ont remarqué que le contenu du site internet du RnPAT n'était pas assez fourni. Il serait intéressant de compléter les outils existants puis de créer de nouveaux outils pour aider les porteurs de PAT et les structures accompagnatrices à trouver plus facilement les documents pertinents sur le site internet. Ainsi, certaines fiches recensant les PAT pourraient être complétées afin que le niveau

d'information soit identique entre toutes. De plus, une classification des PAT par région et/ou par catégorie pourraient permettre au site internet de gagner en lisibilité et de faciliter la recherche d'information de la part des personnes intéressées. Enfin, on pourrait imaginer inclure d'autres critères au « moteur de recherche des PAT » comme des actions exemplaires mises en place dans un PAT, afin que les porteurs de projet intéressés puissent bénéficier de retours d'expériences concrets et exploitables immédiatement.

3. Se tourner vers l'international pour enrichir les perspectives

Même si cela n'a été mentionné que par une seule personne, il nous semblait intéressant de s'arrêter sur l'idée selon laquelle le RnPAT pourrait s'ouvrir à l'international, en allant chercher des démarches similaires, ne serait-ce que dans les pays européens. En effet, cela permettrait d'apporter une ouverture et de nouvelles perspectives aux porteurs de PAT comme aux structures accompagnatrices. Cela pourrait se traduire par des fiches présentant telle

ou telle initiative à l'étranger mais également par l'invitation de porteurs de projet, dans la thématique de l'alimentation durable, lors de journées organisées par le réseau national. Les démarches internationales, similaires à des projets alimentaires territoriaux en France, pourraient contribuer à enrichir les porteurs de PAT et les structures accompagnatrices et à les aider à développer leur projet.

4. S'inspirer des modalités de rencontres d'autres réseaux nationaux

Il peut parfois être éclairant de s'inspirer du fonctionnement et du mode d'organisation d'autres réseaux. Ainsi, lors d'un entretien que nous avons réalisé, une personne nous a parlé du fonctionnement du réseau TEPOS et notamment de leurs modalités de rencontres. Ainsi, chaque année une région est choisie pour organiser et tenir les rencontres nationales du réseau. Ces rencontres s'étalent sur trois jours et

proposent de nombreux ateliers en petits groupes, des conférences ainsi que des visites sur le terrain. Ce mode d'organisation, c'est-à-dire de faire tourner, chaque année, les rencontres sur le territoire national et de proposer des visites de terrain peut potentiellement être intéressant à mettre en place, d'autant plus que lors des entretiens, plusieurs personnes ont exprimé l'idée selon laquelle les réunions étaient « trop » centralisées. 8

Conclusions générales de l'étude

1. Une dynamique des PAT toujours en pleine expansion

Le questionnaire et les entretiens ont confirmé la tendance selon laquelle la dynamique autour des PAT est en pleine expansion sur tout le territoire national : plus d'une cinquantaine de démarches ont été identifiées. Certaines régions sont plus en avance que d'autres mais, globalement, de plus en plus de territoires se lancent dans l'aventure PAT.



© SB / Terres en villes

2. Financement et moyens humains : les besoins prioritaires des porteurs de PAT avancés

Les besoins prioritaires des porteurs de PAT sont différents selon le stade de leur projet : si les porteurs de projet en émergence sont plutôt à la recherche d'outils et d'accompagnement méthodologique, les

porteurs de PAT plus avancés sont plutôt à la recherche de moyens humains et financiers. Un autre besoin qui a été identifié, quelque soit l'avancement du projet, est le besoin d'échanger.

3. Une multitude d'acteurs impliqués dans la thématique des PAT

Les collectivités sont en première ligne, ce sont elles qui pilotent ce type de projet le plus souvent. Mais les acteurs institutionnels ne sont pas en reste : les services déconcentrés de l'Etat en région (DRAAF, DREAL, ARS), l'ADEME et les chambres consulaires (notamment les chambres d'agriculture) sont impliqués dans la thématique, à travers un accompagnement

méthodologique ou une aide financière. On retrouve également les acteurs associatifs et le monde de la recherche. Des disparités existent entre régions mais, globalement, la thématique mobilise une diversité d'acteurs.

4. Des réseaux régionaux des PAT en cours de développement

Sept régions ont été identifiées comme portant une initiative de mise en réseau régionale des PAT. Notre échantillon d'enquête nous a permis d'en étudier quatre. La mise en place de réseaux des PAT à l'échelle régionale est, globalement, plébiscitée par les porteurs de PAT et par les structures accompagnatrices qui y voient l'occasion d'échanger plus régulièrement grâce à la proximité apportée par le réseau puis de pouvoir travailler ensemble sur des points spécifiques au territoire régional. D'après notre échantillon d'étude, 2

types de configuration apparaissent : les réseaux sont soit à l'initiative du conseil régional, soit à l'initiative d'un service déconcentré de l'Etat (le plus souvent la DRAAF). Or, hormis en région Provence-Alpes-Côte-D'azur, lorsque c'est le conseil régional qui porte l'initiative, les services déconcentrés de l'Etat ne participent pas à la démarche et, réciproquement, quand ce sont les services de l'Etat qui portent l'initiative d'une mise en réseau régionale, le conseil régional n'est pas associé à la démarche.



Rn PAT

Réseau national

Pour un **Projet Alimentaire Territorial**
Co-construit et partagé

Cette étude sur les **dynamiques locales, régionales et nationales en faveur des Projets Alimentaires Territoriaux (PAT)** a été réalisée pour le Réseau national pour un Projet Alimentaire Territorial co-construit et partagé (RnPAT) entre janvier et juin 2018, dans le cadre d'un stage de fin d'études à l'IEP de Grenoble. Elle s'inscrit dans le quatrième axe du RnPAT : « Capitaliser les résultats pour mieux transférer et faire perdurer la démarche ».

Le « Réseau national pour un projet alimentaire territorial co-construit et partagé (Rn PAT) » (2015 – 2018), est un projet MCDR (Mobilisation Collective pour le Développement Rural) du Réseau Rural Français. Terres en villes en est chef de file.

Le RnPAT vise à mettre en réseau tous les acteurs pour favoriser la co-construction et la mise en œuvre partagée des projets alimentaires territoriaux dans lesquels les collectivités porteuses du projet de territoire sont fortement impliquées.

UN PROJET MULTIPARTENARIAL



AVEC LE SOUTIEN FINANCIER DE



Cette action est cofinancée par le Fonds européen agricole pour le développement rural : l'Europe investit dans les zones rurales.

